



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

FINANCEMENT DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



NOTE DE POLITIQUE

Compiled by Dr. Awino Okech

Copyright © FEMNET 2018

The African Women's Development and Communication Network (FEMNET) aims to strengthen the role and contribution of African NGO's focusing on women's development equality and other human rights through communication, networking, training and advocacy.



KUSCCO Center
Upper Hill-Kilimanjaro Road, off Mara Road
P.O. Box 54562, 00200 Nairobi, Kenya
Tel: +254 20 2712971/2
Cell: +254 725 766932
Fax: +254 20 2712974
E-mail: admin@femnet.or.ke
Website: www.femnet.org

Published with support from the Open Society Initiative for Southern Africa

Design & layout: James Chunguli Email: jameschunguli@gmail.com

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	4
NATURE DE LA CORRUPTION	4
CORRUPTION ET INEGALITE.....	6
FINANCEMENT DE L'EGALITE ENTRE LES SEXES.....	6
LA SANTE.....	7
FAITS EN BREF SUR LE GENRE ET LA SANTE	7
QUE PEUVENT FAIRE 5 MILLIARDS DE DOLLARS?	7
INFRASTRUCTURE	8
FAITS CLES SUR LE GENRE ET LE TRAVAIL DE SOINS NON REMUNERE	8
QUE PEUVENT FAIRE 40 MILLIARDS DE DOLLARS?	9
RECOMMANDATIONS GENERALES	9
REFERENCES	11

vous pouvez **arrêter** CORRUPTION



INTRODUCTION

L'Union Africaine (UA) a déclaré l'an 2018 comme étant une Année Africaine de Lutte contre la Corruption sous le thème «**Gagner la lutte contre la corruption: un chemin durable vers la transformation de l'Afrique**». L'*Indice Mondial de Perceptions de la Corruption de Transparency International* continue d'illustrer qu'aucune région du monde n'est à l'abri de la corruption et que les degrés de différence sont influencés par la volonté de l'Etat de lutter résolument contre la corruption². Les *Panama Papers* [Documents de Panama] accablants étaient une illustration importante de la façon dont les politiciens, les criminels et les abuseurs d'impôts tout autour du monde ont établi des sociétés fictives au Panama comme paradis fiscal afin de blanchir l'argent, esquiver les sanctions et éviter l'impôt³. Le système financier mondial qui encourage, facilite et tire profit de la fuite des capitaux et de la corruption montre qu'il existe des facteurs d'offre et de demande qui entraînent un cercle vicieux entre la corruption, la distribution inégale du pouvoir dans la société et la répartition inégale des richesses.

Cette note d'orientation traite de la manière dont les revenus perdus par voie de la corruption peuvent être utilisés pour financer les engagements existants de l'Union Africaine en matière de parité de genre et de défense des droits de la femme. Ceci est fait en échantillonnant quelques domaines clés où le sous-investissement chronique gouvernemental contribue à de plus grandes inégalités sexospécifiques, augmentant ainsi le fardeau disproportionné sur les groupes déjà privés de leurs droits.

NATURE DE LA CORRUPTION

La corruption est un phénomène complexe enraciné dans une série de relations de pouvoir politiques, économiques et sociales. La corruption ne concerne donc pas seulement les avantages individuels et les gains privés mais elle implique des intérêts et des gains plus larges découlant des systèmes⁴ politiques et économiques. Il est symptomatique de mécanismes de gouvernance économique et politique plus inégaux qui permettent à quelques-uns d'en bénéficier au détriment de nombreux autres⁵.

*Transparency International*⁶ classe la corruption en quatre grandes catégories, décrites ci-dessous. Dans ces catégories, les formes de la corruption peuvent varier mais comprennent: la subornation, l'extorsion, le népotisme, le trafic d'influence, le détournement de fonds, les pots-de-vin. L'utilisation abusive du pouvoir gouvernemental à d'autres fins, telles que la répression des opposants politiques et la brutalité policière générale, est également considérée comme une corruption politique⁷.

TYPOLOGIE	DESCRIPTION	EXEMPLES
Capture d'Etat	Une situation où des personnes, institutions, entreprises ou groupes puissants à l'intérieur ou à l'extérieur d'un pays utilisent la corruption afin de diriger les politiques, l'environnement juridique et l'économie d'une nation au profit de leurs intérêts ⁸ privés	Elle est commune dans des pays tels que le Singapour, la Corée du Sud, les Etats-Unis et d'autres pays européens. Le rapport intitulé «The State of Capture» de l'ancienne protectrice du public en Afrique du Sud ⁹ a révélé comment la famille Gupta aurait capturé le gouvernement sud-africain.
Grande corruption	Elle consiste en des actes commis à un haut niveau de gouvernement qui faussent les politiques ou le fonctionnement central de l'Etat, permettant ainsi aux dirigeants de bénéficier au détriment du bien public.	<p>«Angola-gate», qui a été réalisée et découverte au cours des années 1990, a entraîné des arrestations et des actions judiciaires dans les années 2000, impliquant une vente illégale d'armes à l'Angola malgré un embargo de l'ONU et ayant des intérêts commerciaux en France et ailleurs, en obtenant indûment une part des revenus pétroliers angolais¹⁰.</p> <p>Le scandale <i>Goldenberg</i> au Kenya où le gouvernement avait subventionné des exportations d'or bien au-delà des accords standard au cours des années 1990, en payant à la société Goldenberg International 35% de plus que leurs rentrées en devises étrangères. On estime qu'il a coûté au Kenya l'équivalent de plus de 10% du Produit Intérieur Brut¹¹ annuel du pays</p> <p>Les scandales¹² pétroliers au Nigeria: La révélation par le vérificateur général du Nigeria que 16 milliards de dollars (11 milliards de livres sterling) de revenus pétroliers ont disparu en 2014</p>
Corruption mineure	L'utilisation abusive quotidienne du pouvoir leur confié par les fonctionnaires de niveau inférieur et moyen dans leurs interactions avec les citoyens ordinaires qui essaient souvent d'accéder aux biens ou services de base dans des lieux comme des hôpitaux, écoles, services de police et autres agences.	L'argent et d'autres formes de pots-de-vin incluant l'exigence des rapports sexuels pour l'obtention et / ou l'accès aux biens et services fournis par l'Etat.
Corruption politique	La manipulation des politiques, des institutions et des règles de procédure dans l'allocation des ressources et le financement par les décideurs politiques qui abusent de leur position afin de maintenir leur pouvoir, leur statut et leur richesse. Il comprend des politiciens, des ministres, des hauts fonctionnaires et d'autres principaux fonctionnaires élus, nommés ou affectés. La corruption politique consiste en l'abus du pouvoir de ceux qui décident en matière de lois et règlements et de l'allocation de base des ressources dans une société.	En Afrique du Sud, SAP, la société allemande de logiciels, a suspendu quatre dirigeants de leurs fonctions et a lancé une enquête sur les allégations des pots-de-vin afin de gagner des contrats gouvernementaux. KPMG a limogé huit hauts cadres après avoir radié le somptueux mariage d'un client comme dépense d'entreprise ^{13, 14}

Le caractère collectif et systémique de la corruption signifie que la pratique démocratique ne suffit pas à elle seule à réduire la corruption. En outre, les études qui ont plaidé en faveur de l'égalité sexospécifique en tant que mesure de lutte contre la corruption n'ont pas montré le lien direct entre l'augmentation de la participation des femmes et la réduction de la corruption¹⁵. Ces pistes de réflexion en matière de genre et corruption ignorent les facteurs systémiques qui conduisent à la corruption et s'appuient plutôt sur des notions essentialistes de la féminité fondées sur des arguments biologiques relatifs aux femmes comme foncièrement «conçues» pour agir de manière «pure et morale». En outre, les études lient le leadership des femmes et leur participation accrue dans la sphère «publique» plutôt que d'aider les femmes dirigeantes à faire pression sur les hommes pour qu'elles soient exceptionnelles, avec leurs résultats professionnels examinés au-delà de leurs homologues masculins. Le caractère contre-productif de ces réclamations fait que les femmes soient soumises à des formes de corruption fondées sur le genre telles que l'extorsion par le harcèlement sexuel et les rapports sexuels pour obtenir des services et des promotions entre autres. La participation égale des femmes ne doit pas être liée à ce qu'elles peuvent faire pour leur pays mais devrait être basée sur le fait qu'il s'agit d'un droit fondamental. Si nous comprenons la corruption dans le sens symptomatique des systèmes de pouvoir asymétriques, alors n'importe qui, indépendamment du sexe, peut commettre des actes de corruption.

CORRUPTION ET INÉGALITÉ

Les ressources publiques générées par les impôts, les obligations, les revenus des investissements publics et d'autres moyens de financer des dépenses publiques sont destinées à la fourniture de biens et de services publics aux citoyens. Ceux-ci incluent mais ne se limitent pas à l'éducation, aux hôpitaux, à des routes, à l'approvisionnement en énergie et à l'eau et pour assurer la sécurité personnelle des citoyens. La corruption affecte les ressources allouées aux services vitaux, en laissant souvent la plus grande partie des citoyens qui dépendent du gouvernement dans la pénurie. Il en résulte également l'affaiblissement de la qualité de prestation des services, ce qui entraîne une détérioration des services, l'absence totale, la privatisation accrue des services publics et / ou l'extorsion et le graissage de patte pour la prestation de services de base tels que la sécurité, la santé, la pension, la justice pour ne citer que quelques-uns.

L'Union Africaine estime que 25% du Produit Intérieur Brut (PIB) des pays africains sont perdus chaque année à cause de la corruption, 5% de ces ressources étant perdues à cause des flux financiers illicites. 65% des sorties proviennent des activités commerciales des multinationales et 30% des activités criminelles¹⁶. En outre, le *Rapport du Panel de haut niveau sur les flux financiers illicites*¹⁷ estime que l'Afrique perd plus de 50 milliards de dollars chaque année lorsque les gouvernements et les multinationales se livrent à des activités criminelles visant à éviter les paiements d'impôts, entravant les projets de développement et privant les pauvres l'accès à des services essentiels¹⁸.

FINANCEMENT DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

La lutte contre la corruption et la réduction des flux financiers illicites permettront à l'Afrique de conserver les capitaux générés sur le continent et d'utiliser ces ressources pour financer le programme de développement du continent représenté dans l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et les engagements mondiaux inscrits dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement¹⁹. Deux grands domaines sont abordés dans la section qui suit afin d'illustrer comment les ressources financières peuvent débloquent les inégalités entre les sexes. Ce sont des domaines qui demeurent sous-financés en tant que principaux moteurs des inégalités socio-économiques malgré les engagements existants de l'Union Africaine.

SANTÉ

Dans la Déclaration d'Abuja, les gouvernements africains se sont engagés à consacrer 15% de leur PIB à la santé. Les examens existants dans le cadre de la Déclaration d'Abuja soulignent qu'il ne suffit pas d'examiner les pays qui ont dépassé ou atteint la cible mais qu'il est important d'évaluer à la fois la part des dépenses publiques et les dépenses globales allouées à la santé. Par exemple: Le Malawi a dépensé plus de 16% de son budget gouvernemental pour la santé en 2014, atteignant l'objectif; mais cela revient à dépenser un peu plus de 15 dollars par habitant pour la santé. Un tel montant est insuffisant pour fournir un ensemble complet de services de santé²⁰.

FAITS EN BREF SUR LE GENRE ET LA SANTÉ

- Les femmes d'Afrique subsaharienne ont environ cinq enfants au cours de leur vie reproductive, par rapport à la moyenne mondiale de 2,5 enfants²¹. L'Afrique subsaharienne a le deuxième taux le plus élevé de mariages précoces et forcés pratiqués dans le Niger, le Tchad, le Mali, la Guinée, la République centrafricaine, le Burkina Faso et le Soudan du Sud. Au Niger, par exemple, les taux de fécondité élevés s'accompagnent des mariages à très jeune âge. Ainsi, 60% des jeunes filles sont mariées à l'âge de 19 ans et ce pourcentage augmente avec la réduction de l'âge dans les communautés rurales où la majorité est mariée à 12 ou 13 ans²².
- On estime à 74 millions le nombre de grossesses non désirées chaque année dans les régions en développement, dont la grande majorité se retrouve chez les femmes n'utilisant pas de méthode contraceptive ou traditionnelle. Si tous les besoins non satisfaits de méthodes modernes étaient satisfaits, 52 millions de ces grossesses non désirées pourraient être évitées, empêchant ainsi la mort de 70 000 femmes suite à des causes liées à la grossesse.
- La violence exerce un impact significatif sur la santé et l'espérance de vie des femmes victimes de viol et de violence conjugale, représentant 5% des années de vie en bonne santé perdues par les femmes en âge de procréer dans les pays en développement.
- En Afrique du Sud, l'impact économique de la violence à l'égard des femmes est estimé entre 28,4 milliards et 42,4 milliards de rands pour l'année 2012/2013, soit respectivement 0,9% et 1,3% du PIB²³.
- L'aide bilatérale reste la principale source de financement pour la santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile²⁴.

QUE PEUVENT FAIRE 2,5 MILLIARDS DE DOLLARS²⁵?

Si 5% des 50 milliards de dollars perdus dans les FFI (Flux Financiers Illicites) étaient investis dans des programmes d'égalité des sexes, voici ce qu'il ferait.

1. Augmenter de 15% la contribution du PIB d'un pays au secteur de la santé contribuera à corriger le déséquilibre créé par le fait que la majorité des fonds consacrés aux droits sexuels et reproductifs proviennent de sources bilatérales.
2. 2,5 milliards de dollars dans 50 milliards de dollars perdus chaque année en flux financiers illicites peuvent être utilisés pour répondre au souhait de l'UA de tirer parti du dividende démographique en réorientant les ressources vers un accès accru à la contraception par les jeunes femmes et les femmes en général et à des services de santé sécurisés et complets afin de freiner les décès causés par des avortements dangereux et de réduire la mortalité maternelle.
3. 2,5 milliards de dollars peuvent être investis dans les secteurs de la justice, de la police et de la santé afin de consolider une approche de tolérance zéro à l'égard de la violence faite aux

femmes. Investir dans des mesures préventives plutôt que dans la prise en charge des coûts de santé liés au traitement des survivantes de la violence qui sont à la recherche de services de santé offre une solution durable à un fléau de grande envergure.

4. 2,5 milliards de dollars peuvent être utilisés pour construire et / ou équiper des centres de santé dans quarante-sept comtés du Kenya, où l'accès aux services de santé pour les femmes reste insuffisant²⁶. Alternativement, un total de 42 477 cliniques mobiles peuvent être achetés pour ce même montant d'argent.

INFRASTRUCTURE

Un rapport de la Banque Africaine de Développement sur **l'état des infrastructures en Afrique subsaharienne montre que l'électricité reste l'infrastructure la plus déficitaire de la région subsaharienne**, dont les besoins de dépenses sont estimés à 41 milliards de dollars par an entre 2005 et 2015 pour l'exploitation et la maintenance, la génération de nouvelles capacités et la réhabilitation de la transmission et de la production déjà existantes. En outre, environ 18 milliards de dollars par an sont nécessaires dans le secteur des transports pour l'entretien et la construction d'une connectivité routière régionale, nationale, rurale et urbaine suffisante, accompagnée d'infrastructures ferroviaires, portuaires et aéroportuaires adéquates. Dans le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC), un investissement annuel de 9 milliards de dollars est nécessaire, dont 2 milliards de dollars pour la maintenance, afin de répondre à la demande existante. Enfin, l'écart de financement annuel du secteur de l'eau est de 11 milliards de dollars avec seulement 0,9% du Produit Intérieur Brut (PIB) par an **nécessaire pour la sanitation**, dont 0,7% pour l'investissement et 0,2% pour les activités d'exploitation et l'entretien²⁷. Les activistes féministes et les **érudits** universitaires ont souligné le rôle que jouent les infrastructures sociales et physiques inadéquates dans la formation de l'inégalité entre les sexes. Cinq faits rapides sont relevés ci-dessous:

FAITS CLÉS SUR LE GENRE ET LE SERVICE DE SOINS NON REMUNÉRÉS

- Le service de soins non rémunéré des femmes, qui consiste à aller puiser de l'eau, à ramasser du bois de chauffage, à prendre soin de la maison et des enfants et à reproduire la main-d'œuvre actuelle et future de l'Etat et des capitaux privés. Ces rôles, attribués par la société en raison des stéréotypes sur le travail des hommes et des femmes, prennent souvent beaucoup de temps et sont répartis de manière disproportionnée.
- Le temps que consacrent les femmes et les filles au travail de soins non rémunéré est accru par l'accès limité et la fourniture inadéquate d'infrastructures clés telles que l'énergie, l'eau et les installations sanitaires.
- 71% de la charge de la collecte d'eau pour les ménages incombe aux femmes et aux filles qui consacrent au total 40 milliards d'heures par an à la collecte de l'eau²⁸.
- Lorsque le travail rémunéré et non rémunéré des femmes est pris en compte, les femmes occupent une part plus importante du travail tant dans les pays développés que ceux en voie de développement²⁹.
- Le temps consacré à la vie sociale, au divertissement et aux autres loisirs pour les femmes varie de 6% en Ethiopie rurale, 7% en Tanzanie, 19% à Maurice, en Afrique du Sud et dans les zones urbaines du Mali. Ceci est comparé avec les hommes qui vont de 10% dans les régions rurales de l'Ethiopie, dans les zones rurales de Madagascar et en Tanzanie. Alors qu'au Mali et à Maurice, il atteint 22% pour les hommes. Les femmes continuent à avoir moins de temps à consacrer aux activités qu'elles choisissent et ce modèle diffère entre les zones³⁰ rurales et urbaines.

- Des infrastructures urbaines mal planifiées et des services inadéquats comme les toilettes, les stations de taxis, les postes de police, l'éclairage public des rues affectent la vie quotidienne des femmes et des filles qui subissent routinièrement le harcèlement sexuel dans les espaces publics en plus des agressions sexuelles et des viols³¹.

QUE PEUVENT FAIRE 40 MILLIARDS DE DOLLARS?

Compte tenu de l'évaluation de la BAD, mentionnée ci-dessus, sur des déficits d'investissement dans l'infrastructure, quelques-unes des façons dont les investissements dans l'infrastructure en dehors de l'électricité amélioreraient l'égalité sexospécifique et 40 milliards de dollars sur les 50 milliards de dollars perdus dans des flux financiers illicites peuvent:

- Améliorer les infrastructures d'eau accessibles, en redistribuant ainsi les 40 milliards d'heures consacrées par les femmes et les filles en parcourant de longues distances afin d'aller chercher de l'eau. Ceci affecte automatiquement la capacité des femmes et des filles à s'engager dans d'autres activités socio-économiques, y compris des opportunités d'éducation et de leadership, le travail rémunéré ainsi que l'amélioration de la santé et du bien-être.
- Améliorer les infrastructures de transport dans les Etats membres, non seulement en améliorant l'accès aux établissements de santé, aux marchés et aux écoles mais également en renforçant la sécurité des femmes victimes de violences sexistes **à cause** de mauvaises infrastructures telles que les routes, l'éclairage public et les services de sécurité. .
- Améliorer les infrastructures de transport, augmentant par là le commerce intra et inter pays tout en reconnaissant que le commerce fournit 60% des emplois indépendants non agricoles pour les femmes en Afrique subsaharienne; les femmes constituent 70% des commerçants transfrontaliers informels dans la région³² de la SADC.
- Investir dans des technologies gagne-temps qui permettent de réduire et de redistribuer les tâches non rémunérées des femmes et des filles.

RECOMMANDATIONS GENERALES

Il est évident que la lutte contre la corruption nécessite une combinaison de mesures, dont certains des piliers principaux sont les suivants:

- Les gouvernements qui rendent des comptes à leurs citoyens,
- Les mécanismes de contrôle civil incorporés dans la loi par le biais des bureaux de protection publique parmi d'autres organismes de contrôle ou suivi indépendants,
- Des mécanismes de poursuite solides à l'échelle nationale qui incluent la protection des lanceurs d'alerte et au niveau international, en particulier lorsqu'il est question des flux financiers illicites.
- Enfin, un environnement propice au fonctionnement des mouvements de la société civile s'avère essentiel.

Plus précisément, les mesures suivantes devraient être prises:

1. **Ratifier, intégrer dans les lois locales et mettre en œuvre les instruments de l'UA:** Une série d'instruments de l'UA sont essentiels afin de lutter contre la corruption. Le premier est la *Convention de l'UA sur la Prévention et la Lutte contre la Corruption* qui n'a été ratifiée que par 37 Etats membres. En outre, les instruments de l'UA tels que la *Charte sur la Démocratie, les Elections et la Gouvernance*, la *Vision minière* et le *Protocole de Maputo* sont tous des piliers essentiels de l'élaboration d'une approche holistique de lutte contre la corruption. Ratifier, intégrer dans les lois locales et financer la mise en œuvre de ces instruments et les

recommandations du *Panel de haut niveau sur les flux financiers illicites* constituent une condition essentielle de l'engagement de l'UA et de l'Afrique à lutter contre la corruption sous toutes ses formes.

2. **Les mécanismes de gouvernance ouverts** jouent un rôle essentiel dans l'amélioration de la transparence, de sorte que les informations sur les appels d'offres, les contrats, les prêts et les entrées de ressources minières soient mises à la disposition du public pour examen. Les mécanismes de gouvernance ouverts qui facilitent la disponibilité de données ventilées selon le sexe, la géographie, le quintile économique et l'âge permettant une détection en avance de la corruption, opèrent des processus opaques autour de l'approvisionnement et facilitent un suivi adéquat des ressources par les citoyens. Adopter les principes de la gouvernance ouverte captés en partie par le *Mécanisme africain d'évaluation par les pairs* et en créant un environnement propice à la société civile afin d'examiner et de demander aux gouvernements de rendre compte de l'utilisation équitable et de la distribution des ressources est un aspect important de la lutte contre la corruption.
3. **Gouvernance et industries extractives des ressources naturelles:** Avec l'accent mis sur l'extraction des ressources naturelles dans un certain nombre d'Etats membres, l'adhésion à la norme internationale de *l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives et la Vision Minière Africaine*³³ reste essentielle afin d'assurer la distribution équitable des ressources générées par le secteur de l'industrie extractive au profit du développement des communautés locales. Plus précisément, l'exclusion historique des femmes et des filles dans la plupart des pays africains du droit de posséder et de gérer la propriété foncière en tant que ressource accentue les inégalités existantes en ce qui concerne le secteur extractif. En outre, la participation des femmes dans les activités minières artisanales, qui se détournent en faveur de l'exploitation minière à grande échelle et corporatisée, renforce l'exclusion économique d'un groupe déjà marginalisé. De plus, des ressources générées par l'extraction des ressources naturelles devraient être orientées vers le développement d'une infrastructure locale qui répond aux besoins sexospécifiques comme cela a été souligné dans ce document.
4. **La budgétisation basée sur le genre:** Si les achats/approvisionnement sont un domaine clé où la corruption prospère, alors le processus budgétaire – élaboration, allocation des ressources, dépenses - est un autre domaine dans lequel s'intensifie la corruption. En plus d'être un site où l'opacité prospère et crée des opportunités de vol, l'adoption de la budgétisation sexospécifique par les Etats membres offre l'opportunité de faire circuler les ressources budgétaires entre les budgets nationaux de manière à garantir que les ressources budgétaires soient équitablement investies. . La budgétisation sexospécifique n'est pas un outil d'aider les femmes, elle est plutôt un outil qui permet aux gouvernements de s'assurer que les ressources de l'Etat n'excluent personne en raison du sexe, de la géographie, de la classe, de la race ou de l'ethnie.
5. **Financer l'égalité des sexes:** La plus grande incidence de la corruption est son rôle dans l'écart des inégalités socio-économiques. Ceux qui vivent dans la pauvreté et loin du pouvoir portent le poids des systèmes et des institutions qui ne fonctionnent pas pour le bien public. Au cœur de toutes les inégalités se trouve la manipulation sexospécifique afin de soutenir l'exclusion et l'oppression structurelle des femmes, des filles et d'autres groupes de genre. S'engager à la mise en œuvre complète et le financement du Protocole de Maputo est un élément essentiel de la lutte contre la corruption. En s'attaquant à toutes les formes de violence à l'égard des femmes, les Etats membres bouclent la boucle sur une arme essentielle utilisée dans la corruption. En finançant l'égalité des sexes dans son ensemble, les Etats membres s'attaquent aux désavantages que rencontrent les femmes et les filles en raison de leur sexe.

REFERENCES

- ¹ This Policy brief was developed by Dr Awino Okech for FEMNET
- ² Transparency International. 2016. *Corruption Perceptions Index*. https://www.transparency.org/news/feature/corruption_perceptions_index_2016
- ³ BBC. 2016. "Panama Papers Q&A: What is the scandal about?" <http://www.bbc.co.uk/news/world-35954224>
- ⁴ See John Christensen. 2007. *Mirror, Mirror on the wall, who's the most corrupt of all?* Tax Justice Network.
- ⁵ See Department for International Development. 2015. *Why corruption matters: understanding causes, effects and how to address them: Evidence paper on corruption*. John Christensen. 2007. *Mirror, Mirror on the wall, who's the most corrupt of all?* Tax Justice Network.
- ⁶ See Transparency International. <https://www.transparency.org/what-is-corruption#define>
- ⁷ Ibid
- ⁸ Transparency International. 2014. *State Capture: An Overview*. https://www.transparency.org/files/content/corruptionqas/State_capture_an_overview_2014.pdf
- ⁹ Public Protector Office South Africa. *State of Capture Report*. 2016. <https://cdn.24.co.za/files/Cms/General/d/4666/3f63a8b78d2b495d88f10ed060997f76.pdf>
- ¹⁰ The Economist. 2008. *Angola-gate: Relations between Angola and France remain troubled* <http://www.economist.com/node/12630028>
- ¹¹ Republic of Kenya. 2005. *Report of the Judicial Commission of Inquiry into the Goldenberg Affair*. <http://kenyalaw.org/kl/fileadmin/CommissionReports/Report-of-the-Judicial-Commission-of-Inquiry-into-the-Goldenberg-Affair.pdf>
- ¹² BBC. 2016. *Buhari's battle to clean up Nigeria's oil industry*. <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-35754777>
- ¹³ Piling David. 2017. *How Corruption Became State Capture in South Africa*. Financial Times. <https://www.ft.com/content/36895cd6-a907-11e7-93c5-648314d2c72c>
- ¹⁴ Ibid
- ¹⁵ See Eckel, C.; Grossman, P.J. Are Women Less Selfish than Men? Evidence from Dictator Experiments. *Economic Journal* 108: 726-735. 1998; Eckel, C.; Wilson, R.K. Whom to Trust? Choice of Partner in a Trust Game. Working Paper. Blacksburg, VA: Virginia Polytechnic. 2004; Goetz, A.M. Political Cleaners: How Women Are the New Anti-Corruption Force. Does the Evidence Wash? *Development and Change* 38(1): 87-105. 2007.
- ¹⁶ African Union/UNECA. 2015. *Report of the High Level Panel on Illicit Financial Flows from Africa*.
- ¹⁷ Ibid. 2015:15. Definition adopted by Mbeki panel is money illegally earned, transferred or used. This definition avoids complicated explanations of what qualifies as IFFs and debates about whether investors should be allowed to respond rationally to economic and political risk
- ¹⁸ Ibid
- ¹⁹ Ibid
- ²⁰ Booth, Paul. 2016. "African heads of state adopt scorecard on domestic financing for health" http://www.aidspace.org/gfo_article/african-heads-state-adopt-scorecard-domestic-financing-health
- ²¹ See Andrew Mason, 2005, "Demographic Transition and Demographic Dividends in Developed and Developing Countries," United Nations Expert Group Meeting on Social and Economic Implications of Changing Population Age Structures (Mexico City).
- ²² United Nations Department of Economic and Social Affairs. 2015 Youth Population Trends and Sustainable Development. <http://www.un.org/esa/socdev/documents/youth/fact-sheets/YouthPOP.pdf>
- ²³ KPMG. N.d. *Too Costly to Ignore: The Economic Cost of Gender Based Violence in South Africa*. <https://assets.kpmg.com/content/dam/kpmg/za/pdf/2017/01/za-Too-costly-to-ignore.pdf>
- ²⁴ <https://www.futurelearn.com/courses/women-children-health/0/steps/8990>
- ²⁵ A fraction of the 50 billion dollars lost annually to illicit financial flows.
- ²⁶ The cost of a fully kitted mobile clinic is estimated to be USD 115,000. <http://kenya.unfpa.org/news/united-nations-secretary-general-mr-ban-ki-moon-pledges-support-reduce-maternal-mortality-kenya>
- ²⁷ Africa Capacity Building Foundation. 2016. *Infrastructure Development and Financing in Sub-Saharan Africa: Toward a framework for capacity enhancement*. Occasional Paper No. 25, 2016. <http://elibrary.acbfpact.org/acbf/collect/acbf/index/assoc/HASHa64e.dir/Occasional%20Paper%2025%20English.pdf>
- ²⁸ The Millennium Development Goals Report 2012 (United Nations publication, Sales No. E.12.I.4) and UNDP, 2009. *Resource Guide on Gender and Climate Change*
- ²⁹ United Nations Development Programme (UNDP). 1995. *Human Development Report*. New York. UNDP
- ³⁰ Charmes Jaque. 2015. *United Nations Development Programme Background Paper: Time Use Across the World: Findings of a World Compilation of Time Use Surveys*. http://www.hdr.undp.org/sites/default/files/charmes_hdr_2015_final.pdf
- ³¹ Action Aid. *Women and the City III*. n.d http://www.actionaid.org/sites/files/actionaid/women_and_the_city_iii.pdf
- ³² Laub, Regina, Florence Tartanac and Cristina Scarpocchi. 2016. *Crossing borders: challenges of African women involved in informal cross-border trade* <https://afrigenderjournal.com/2016/12/30/crossing-borders-challenges-of-african-women-involved-in-informal-cross-border-trade/>
- ³³ See <http://www.africaminingvision.org>



**Le Réseau de Développement
et de Communication des
Femmes Africaines**

KUSCCO Center
Upper Hill-Kilimanjaro Road, off Mara Road
P.O. Box 54562, 00200 Nairobi, Kenya
Tel: +254 20 2712971/2
Cell:+254 725 766932
Fax: +254 20 2712974
E-mail: admin@femnet.or.ke
Website: www.femnet.org